

n°1 04-09-22



Luttes et victoires en Ille-et-Vilaine

POUR UNE REHABILITATION DES EQUIPEMENTS BRETONS!

Initiée l'année dernière et poursuivie jusqu'à fin septembre, l'enquête équipement organisée par le SNEP FSU BZH a pour vocation de faire un état des lieux de l'ensemble des infra structures sportives utilisées par les PEPS dans nos départements bretons. La dernière enquête réalisée il y a 20 ans avait permis cet état des lieux et s'en était suivi constructions et rénovations. Les collectivités territoriales reconnaissent réellement l'expertise du SNEP FSU sur le sujet des équipements. Tout comme les professeurs des autres disciplines ne pourraient travailler dans des classes dégradées, avec du mauvais matériel, nous ne pouvons nous résoudre à accepter certaines installations et équipements vétustes ou à accepter la rareté et l'éloignement de ces installations. Quand bien même les frais de rénovations d'une classe et d'une installation sportive ne sont pas comparables, engager, par cette enquête publique, les collectivités à réaliser un plan de construction/ rénovation est pour elles une manière de mettre également en avant leur commune/ département. Nous proposons donc toute la profession à nous aider à mener cette enquête de la façon la plus exhaustive qui soit.

(Enquête ici)

Sami Hamrouni du clg des
Ormeaux, Rennes:
"Dans mon collège, nous avons
pu pousser la Direction à
demander la création d'un poste
en EPS, alors qu'elle ne le
souhaitait pas".



Analyse du contexte politique du moment par Etienne ALLOT

UN MODELE EDUCATIF EN PERDITION

La rentrée 2022 sonnera comme la rentrée où l'opinion publique se sera rendue compte de ce que syndicats et enseignants constatent depuis plusieurs années: de nombreuses classes se retrouvant sans professeur.e.s à la rentrée, et des contractuel.le.s non formé.e.s de plus en plus nombreux.

Dans son discours de rentrée, Pap Ndiaye a reconnu des "difficultés" concernant le recrutement des enseignants titulaires, les obligeant à organiser des "job dating" pour recruter en urgence. Il ne s'agit pas là d'un effet ponctuel mais bien d'une conjoncture entre un métier qui perd totalement de son attractivité et de la volonté assumée de favoriser le recours des contractuel.l.e.s

La ligne politique éducative du gouvernement
Macron est on ne peut plus néolibérale. La volonté
d'ouvrir ce secteur public éducatif à la loi du Marché
dicte nos gouvernants. Quoi de mieux que des
professeur.es serviables et corvéables sans statut
protecteur des pressions hiérarchiques pour eux?
Alors que ce modèle montre ses grandes défaillances
dans nombreux pays nordiques et anglosaxons
(étude ici), cette libéralisation favorisée par le New
Management Public instauré dans les établissements
semble être la panacée pour le pouvoir en place. Et
ce, au détriment des conditions d'enseignement et
d'apprentissage de nos élèves.

Pendant ce temps là dans le monde...

UN SYNDICAT CREE CHEZ AMAZON: UNE PREMIERE!

Le 1er avril dernier, alors que Jeff BEZOS effectuait son vol suborbital, le premier syndicat du géant Amazon (ALU) a été voté dans un des entrepots. Un tour de force pour les salarié.es qui se heurtaient évidemment au refus d'Amazon pendant des années, ne voyant pas "l'intérêt d'avoir un syndicat". Selon certains syndicats américains, les conditions de travail chez Amazon auraient provoqué plus de 34 000 "blessures sérieuses" en 2021. Cette première victoire salariale chez Amazon ouvre donc la porte à un espoir d'installation d'un rapport de force entre Amazon et les représentants des salarié.es